

Conseil national des 25 et 26 septembre 2021 Sur la construction du projet — Rapport de Christian Picquet

Chers·e·s Camarades,

Comme cela ressortait du rapport de Ian Brossat ce matin, nous sortons d'un premier moment d'affirmation de notre campagne en vue de 2022.

Il nous faut maintenant entrer dans les suivants, avec pour objectifs de gagner en visibilité, en identification de la campagne, en crédibilité de nos propositions et de notre démarche politique en vue de la présidentielle mais aussi des législatives qui suivront, en élargissement de notre audience auprès des Françaises et des Français. Et cela passe par la mise en mouvement de tout notre parti.

En installant la campagne des « Jours heureux » sur le champ politique nationale, nous sommes ainsi déjà parvenus à identifier une ambition : celle de reconstruire une gauche à la hauteur des défis devant lesquels se retrouve notre pays.

Une gauche à la fois sociale dans sa détermination à s'adresser au monde du travail au sens large afin de répondre à ses aspirations, républicaine dans sa volonté de riposter sans faiblesse aux idéologies réactionnaires ou xénophobes qui défigurent les principes d'égalité, de solidarité ou de laïcité, et radicalement transformatrice en ce qu'elle ne se dérobe pas à l'affrontement avec le capital.

À présent, l'affirmation du projet va, au-delà de tous les temps forts qu'a présentés Ian Brossat, constituer un élément majeur de la campagne, lorsque celle-ci entrera dans sa phase la plus déterminante, au tout début de l'an prochain.

Sur sa conception et sa visée, je formulerai tout d'abord une remarque générale.

L'élaboration de notre projet ne saurait répondre principalement aux exigences d'une communication performante.

Bien sûr, ces exigences sont parfaitement fondées, dans un environnement médiatique qui nous impose d'être innovants et créatifs pour traduire en

formules percutantes, à l'échelle du pays autant que des réseaux sociaux, nos propositions et notre démarche politique.

Mais la construction d'un programme répond à une autre nécessité, à savoir nous permettre d'occuper un espace politique pertinent.

Cette construction doit se fonder sur une analyse fine des attentes du pays et sur une appréciation précise des enjeux du débat national, à la fois du côté des classes dirigeantes et du côté de la gauche comme du mouvement ouvrier.

De ce point de vue, la campagne en vue de 2022 va, de toute évidence, revêtir une double spécificité.

D'abord, la bourgeoisie française aborde l'échéance en affichant une panne totale de logiciel pour affronter une période aux coordonnées totalement bouleversées, au-delà de la volonté qui l'unit de faire payer la crise à la majorité du peuple, de lui faire rembourser le « quoi qu'il en coûte » comme cela a été dit ce matin.

Le logiciel au moyen duquel elle défendait jusqu'alors ses intérêts, celui de la globalisation financière des 40 dernières années, a fini par exploser en vol à partir du krach de 2007-2008, puis avec la pandémie de l'année et demi écoulée, et dans le contexte violemment chaotique qui caractérise dorénavant l'ordre international.

Patrick Artus et Marie-Paule Virard expriment parfaitement les inquiétudes qui agitent les forces dominantes et les débats qui les traversent, dans un tout récent ouvrage intitulé significativement « La dernière chance du capitalisme ». Leurs analyses doivent être regardées de près, dans la mesure où le premier vient de Natixis et l'autre de la presse patronale. Ils résument la situation en deux traits : le capitalisme néolibéral, disent-ils, a sapé les bases sociales de la plupart des régimes en place, et il se heurte désormais à son inefficacité à la chaleur des épreuves qu'il doit affronter.

Ce n'est pas un hasard si Emmanuel Macron ou les différents postulants de la droite dans la course présidentielle ont tant de difficultés à mettre sur la table leurs véritables programmes : il ne leur est pas aisé d'assumer devant l'opinion l'accélération des politiques de dérégulation et de régression sociale en un moment où précisément les solutions néolibérales ont étalé leur faillite à l'occasion de la pandémie du Covid-19.

Parce que l'incertitude du côté des possédants a des effets dans l'ensemble de la société, et parce qu'elle fait écho aux faiblesses de la gauche et des forces progressistes – ce que nous avons analysé à l'occasion de notre conférence nationale –, il en résulte un émiettement du champ politique inédit depuis les origines de la V^e République.

C'est, me semble-t-il, la seconde spécificité du contexte politique actuel.

Sur la toile de fond des crises qui entremêlent leurs effets – convulsions de l'économie mondiale, crise sociale qui s'approfondit régulièrement, défis écologique et climatique, défiance historique de toute une partie de la société envers les mécanismes traditionnels de la représentation –, cette crise de direction et de projet du côté de l'oligarchie financière va inéluctablement conduire, au plus fort de la compétition électorale, à la confrontation publique des projets différents qui existent en son sein.

C'est une situation comme on en vit rarement...

Pour ne prendre que cet exemple, le phénomène Zemmour doit être apprécié dans ce cadre. Non comme un épiphénomène, ou comme la traduction d'une simple concurrence à l'extrême droite, mais comme la manifestation qu'un secteur significatif du capital cherche la voie d'une réponse trumpienne à la crise française et aux convulsions de la globalisation.

Ce secteur donne, ce faisant, un contenu politique, social et idéologique particulièrement dangereux, à une solution bonapartiste à travers laquelle il voudrait dessiner une nouvelle alliance entre la base sociale traditionnelle de la droite, certaines catégories populaires en déshérence et la fraction concernée du capital.

Si j'ai commencé par cette remarque, c'est afin de souligner que la campagne va, plus encore que d'ordinaire, porter sur les visions en présence de l'avenir de la France.

Ce qui nous place devant le défi d'affirmer la cohérence de notre propre vision communiste de la France et de son devenir, et de bien marquer ce qui nous oppose – ou, à tout le moins, ce qui nous distingue – des autres forces politiques.

Nous affichons la vision d'une France qui place le travail et le monde du travail au cœur des réponses que nous formulons face à des enjeux de civilisation. Et

nous soulignons à quel point cela exige de remettre en cause, dans tous les domaines, la toute-puissance de la finance et ses pouvoirs.

Pour dessiner cette ambition, moins que jamais, nous ne saurions nous réduire à une approche étroitement revendicative, même s'il nous appartient de reprendre les grandes exigences mises en avant par le mouvement populaire, dès lors que notre démarche consiste à construire la campagne au plus près des luttes. Pas davantage, nous ne pouvons nous laisser emporter par un discours qui serait si général qu'il apparaîtrait peu crédible à nos concitoyennes et concitoyens.

Pour aborder ce moment de construction du projet, qui sera à la fois celui du candidat à la présidentielle et celui de tout le parti avec ses représentants et représentantes aux législatives qui suivront, nous ne partons pas de rien.

Nous disposons même de deux bases de travail sérieuses.

- l'esquisse de programme de sortie de crise adoptée l'an passé par le conseil national – avec ses quelque 80 propositions, que nous avons intitulées « Construisons la France en commun, forgeons une union populaire agissante » ;
- et les dix axes définis par la conférence nationale du printemps, lesquels s'efforçaient de prolonger, en le synthétisant, le programme de 2020.

Il faut ajouter à ces deux documents les 800 contributions qui ont été déposées sur la plate-forme participative « La France en commun ».

800, c'est un chiffre important, qui manifeste le désir des communistes, mais aussi le souhait d'hommes et de femmes qui sympathisent avec nos idées, de s'investir dans le renouvellement de la pensée et des réponses du parti. Nous sommes d'ailleurs en train d'en faire une synthèse, afin de nourrir l'écriture du projet.

Ce socle, déjà solide, sera naturellement complété par les notes qui ont été demandées aux commissions et secteurs de travail.

Je voudrais ici tout particulièrement remercier les commissions qui ont répondu à la demande qui leur avait été faite : les commissions économique, écologie, féminisme, énergie, services publics, santé, ainsi que les secteurs protection de l'enfance, international, transports, droits et libertés.

Toutes ces notes vous ont été transmises, et leur lecture atteste de la richesse de la réflexion qui se mène dans notre parti.

Sans doute, telle ou telle proposition fera-t-elle débat. La richesse de toutes ces productions n'en est pas moins avérée.

Ce travail se verra en outre enrichi par les débats auxquels donneront lieu les « Rencontres des Jours heureux », ces prochaines semaines.

Il demeure évidemment de sujets sur lesquels il nous faudra reprendre rapidement des discussions, tant notre réflexion est restée lacunaire à leur propos ces dernières années.

Mais une bonne partie du chemin a été parcourue.

Il convient à présent de passer à la transcription de tous ces travaux en un document global mais synthétique et compréhensible à une large échelle.

Avant d'évoquer des pistes possibles de structuration du programme et la méthode collective pour aboutir dans les délais impartis, je voudrais rappeler les axes qu'avait définis la conférence nationale, afin que nous les ayons toutes et tous en mémoire.

Nous en résumons alors ainsi les têtes de chapitre :

- une grande ambition de service public pour libérer la société des logiques de profit ;
- la sécurisation de tous les âges de la vie ;
- une révolution du travail et de l'emploi ;
- une grande politique pour la jeunesse (qui annonçait le pacte qui a figuré parmi les premières intentions dévoilées par Fabien Roussel) ;
- un mode de production et de consommation écologique et social ;
- de nouveaux rapports entre les êtres humains et la nature ;
- le retour aux principes de la République ;
- une grande politique de la culture et de l'éducation ;

- une nouvelle capacité indépendante d'initiative de la France au service d'une planète durable et en paix ;
- l'objectif d'une nouvelle construction européenne.

En tout, donc, dix axes, qui étaient éclairés par les deux moyens proposés pour permettre leur concrétisation : la prise de pouvoir sur le capital, et la refondation de la démocratie.

Je n'entre pas davantage dans le détail.

À la lumière de la situation qui prévaut six mois plus tard, il convient de commencer par vérifier si la démarche (non pas le plan à la lettre, cela fera partie des échanges à venir), répond toujours aux attentes du monde du travail et de la création, des classes populaires, de la jeunesse, c'est-à-dire de celles et ceux que nous considérons comme l'écrasante majorité de notre société.

De toute évidence, on peut répondre par l'affirmative.

Si les tendances lourdes – à la fragmentation de la société, aux divisions du salariat, aux replis de toute sorte, à la perte d'espoir dans le futur, à la montée du racisme, au creusement des discriminations et inégalités, à l'essor d'un nouvel obscurantisme ou à la recherche de solutions autoritaires – demeurent et se sont même parfois aggravées, montent simultanément du corps social des demandes qui convergent dans le sens de la rupture avec un système qui ravage les vies, écrase le travail et menace l'avenir de l'humanité.

Demandes de protection et de sécurisation de la vie au travail et dans la Cité... Demandes d'une perspective ambitieuse pour la jeunesse... Demandes d'un nouveau modèle de développement afin de répondre aux angoisses générées par les crises écologique et climatique... Demandes d'une démocratie revitalisée et d'une souveraineté reconstruite du peuple... Demandes d'un nouveau rôle de la France en Europe et dans le monde : toutes ces aspirations valident, me semble-t-il, la démarche retenue par nos élaborations programmatiques de la dernière période.

Comment, à partir de là, parachever notre œuvre collective et la faire déboucher sur un texte pertinent ?

Il nous faut sans doute, en tout premier lieu, et même si cela ne concerne pas exclusivement l'écriture du projet, identifier plus concrètement l'ambition que recouvre la formule des « Jours heureux ».

Celle-ci ne cherche pas simplement à évoquer les grandes conquêtes de la Libération, qui ont si profondément transformé la vie des Françaises et des Français. Elle cherche principalement à désigner un horizon d'espoir, à combattre la résignation, à souligner à quel point il pourrait demain s'imaginer des réformes populaires parce que progressistes et ne découlant plus de volontés destructrices de tout ce que notre peuple a arraché au siècle passé.

Des échanges qui se sont déroulés au sein de l'exécutif national, il est ressorti que nous aurions intérêt à réfléchir aux quelques mots à même de concrétiser l'idée des « Jours heureux », parce qu'ils se feraient l'écho des attentes profondes du pays. Par exemple ceux de « justice », « d'égalité réelle », ou de « France des communs »...

Ensuite, il va nous falloir structurer un projet autour de quelques axes forts dessinant le projet de société qui fait notre spécificité communiste dans la vie politique française.

C'est de ces axes que pourra, à la chaleur du déroulement même de la campagne, émaner le thème – voire les deux thèmes – qui identifieront notre visée révolutionnaire à une très large échelle.

Dans cet esprit, il importe que nous sachions marteler ce qu'est à nos yeux la France des « Jours heureux ».

C'est celle qui se fixera l'objectif d'éradiquer le chômage et d'engager une véritable révolution du travail. Ce que recouvre l'objectif avancé dans le programme de 2020, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, parachevant l'œuvre d'Ambroise Croizat pour sécuriser tous les âges de la vie, de la naissance à la retraite, pour garantir à chacune et chacun l'emploi et la formation, ainsi qu'un salaire permettant de vivre dignement. Ce dispositif de sécurisation de l'emploi et de la formation devrait peut-être se voir complété par la proposition d'un nouveau système d'indexation, assurant à tous et toutes la progression des rémunérations tout en agissant pour la réduction de leur éventail et en récupérant la part de la valeur ajoutée qu'en quelques décennies le capital a dérobé au travail. La question de l'épanouissement au travail et de la réduction du temps de travail, justement pointée dans la

discussion précédente de notre conseil national, a évidemment toute sa place dans les développements de cet axe.

La France des « Jours heureux » est aussi celle qui fera des communs sa priorité, grâce notamment à des services publics redéployés et transformés, à la fois pour répondre aux immenses besoins populaires insatisfaits – en matière de santé, d'éducation, d'énergie, de transport, de culture, de sport, de tranquillité publique –, et pour initier une nouvelle logique économique et sociale pour le pays.

La France des « Jours heureux » est évidemment celle qui se fixera le dessein d'avoir la jeunesse la mieux formée au monde grâce à un système scolaire et universitaire performant, et la mieux protégée de la précarité grâce à l'existence d'un statut social ouvrant aux jeunes concernés l'accès à de nouveaux droits.

La France des « Jours heureux » doit encore être vue comme celle qui prendra tous les moyens de changer de modèle de développement, d'engager la transition écologique, de favoriser la relocalisation de l'économie et une nouvelle industrialisation reposant sur de nouveaux critères sociaux et écologiques, de développer les énergies décarbonées, d'initier une nouvelle politique de transports des individus et des marchandises, d'assurer la transformation agro-écologique de l'agriculture, de construire notre souveraineté numérique.

La France des « Jours heureux » doit également être perçue comme celle qui aura le courage de s'atteler à la transition féministe de la société française. Après la vague « MeToo » qui a déferlé sur l'Europe et le globe contre les violences faites aux femmes, avec le renouveau du mouvement féministe, alors que les femmes sont les premières victimes de la précarisation du travail et de l'appauvrissement des populations, dès lors que l'inégalité au travail et devant le salaire devient de plus en plus insupportable à la société, il est indispensable que la perspective de la transition féministe soit un axe particulièrement fort de notre perspective de transformation progressiste de la France.

La France des « Jours heureux » doit enfin, dans le même esprit, porter l'exigence de l'égalité réelle. Ces dernières années, nous le savons, le refus des discriminations, du racisme, de la ghettoïsation des quartiers et villes populaires, des relégations et stigmatisations de toute nature a fait l'objet de

mobilisations importantes, impliquant les populations, des élus en grand nombre et des jeunes. Ce renouveau du mouvement populaire doit être, pour les communistes, l'occasion de marquer que la lutte contre l'exploitation et contre toutes les dominations, les deux étant indissolublement liées, est au cœur de leur démarche de rupture.

Ces axes forts, qu'il va nous revenir de travailler au cours des prochaines semaines, doivent, dans l'esprit de nos plus récentes élaborations, être assorties des reconquêtes à même de porter le fer à la racine du mal capitaliste.

La reconquête des principaux leviers de commande de l'économie doit passer par la formation d'un pôle financier public reposant sur des nationalisations de banques et de sociétés d'assurance, par une autre utilisation de l'argent et du crédit, par des ré-appropriations industrielles d'un nouveau type, c'est-à-dire faisant appel à la démocratie la plus large, par une politique audacieuse de redistribution de la richesse.

La reconquête de la République, à rebours des dérives du présidentielisme, doit reposer sur de nouvelles institutions, sur une nouvelle manière d'élaborer les lois et sur de nouveaux rapports entre les élus et les citoyens, sur de nouveaux pouvoirs des salariés à l'entreprise, sur une reconstruction de l'égalité entre les territoires redonnant toute leur place aux communes et aux départements, sur des libertés redéployées après l'étranglement dont elles ont été l'objet sous le quinquennat d'Emmanuel Macron.

La nécessaire reconquête d'une voix souveraine et indépendante pour notre pays n'est plus à démontrer, après que l'actualité internationale ait été successivement marquée par l'épisode de l'abandon des populations d'Afghanistan face à la dictature obscurantiste des Talibans, puis par celui des sous-marins australiens. Sans reconquête d'une parole forte et d'une vraie capacité d'initiative, il sera impossible à la France d'œuvrer en faveur d'un nouvel ordre du monde, d'un système de sécurité collective se substituant à l'actuelle course aux armements et aux prédatons impérialistes, de la recherche de coopérations avec les autres peuples, d'une nouvelle construction européenne fondée sur d'autres institutions et respectueuse des nations comme des peuples du continent.

Ces grands axes, ces grands objectifs doivent enfin se décliner en mesures précises, aisément perceptibles par le plus grand nombre de nos

concitoyennes et concitoyens comme susceptibles de changer le cours de leurs existences, et comme portant une dynamique de rupture avec l'ordre injuste du temps présent.

Sans verser, naturellement, dans le catalogue, peut-être devrions-nous travailler sur un chiffre symbolique de 100 mesures dont Fabien pourrait, dans le débat électoral, tirer autant d'exemples des projets de loi qu'il soumettrait au Parlement s'il était élu. Et à l'aide desquelles il pourrait provoquer le débat autour de nos solutions.

Sur ces différents aspects, les notes des secteurs abondent de suggestions, formulations possibles des objectifs, illustrations diverses. Je vous y renvoie.

Nous devons aussi réfléchir, en même temps que nous publierons un document complet, à éditer quelques livrets permettant d'argumenter sur certains de nos axes, afin de nourrir le discours de notre candidat, mais aussi d'aider l'activité des communistes.

Un mot, pour terminer, sur la méthode par laquelle nous pouvons mener à bien cet important travail, ainsi que sur le calendrier.

Juste avant les congés d'été, nous avons réuni les responsables de commissions et de secteurs, ce qui a débouché sur la production des notes.

Une nouvelle réunion de ce type paraît nécessaire début octobre, afin de relancer l'activité, solliciter les secteurs n'ayant pas encore fait remonter leurs contributions, et permettre que le plus grand nombre de camarades participent à l'élaboration du projet.

Je vous propose également que soit mis en place un groupe restreint en charge de la rédaction pratique du document programmatique. Je ferai, au prochain exécutif national, des propositions de camarades à qui il serait demandé de se rendre disponibles afin d'y participer.

Sur la base du travail qui sera alors conduit par ce groupe, en lien avec le comité de campagne et le CEN, une nouvelle réunion des responsables de commissions et de secteurs pourrait se tenir fin novembre, pour examiner l'état d'avancée du projet.

À partir des remarques, suggestions et amendements proposés à l'issue de ce rendez-vous, une nouvelle version devra voir le jour, l'objectif étant de pouvoir la soumettre au conseil national de décembre.

Chacun voit bien que les délais sont très courts et que la mission impartie au groupe de travail, et aux commissions avec lui, est particulièrement lourde. Mais l'importante élaboration dont nous disposons déjà peut nous permettre d'atteindre l'objectif.

J'insiste sur le fait que le processus que nous allons engager à partir de ce conseil national devra être le plus collectif possible, impliquer toutes les compétences existant dans les instances du parti, parmi les adhérents, et aussi dans notre sphère d'influence large.

Tout au long du mois de novembre, nous pourrions, pour aider aux synergies, réunir chaque semaine, et sur chacun des axes qui seront retenus pour la rédaction du texte, des camarades pouvant enrichir le contenu de ce dernier à partir de leurs expertises.

Voilà, Mes Camarades, quelques réflexions pour ouvrir la discussion sur ce que pourrait être notre feuille de route.

Le projet dont nous nous préparons à définir la structure et les contenus sera d'autant plus important qu'il doit aider l'ensemble du parti à ouvrir aussi largement que possible la campagne, à monter des comités des « Jours heureux », à montrer que le « pacte » que voulons imaginer avec les Françaises et les Français commence à se bâtir dès aujourd'hui, à travers la co-construction de la bataille électorale en compagnie de toutes celles et de tous ceux qui se montreront prêts à y apporter leur pierre.

Je vous remercie.